



Déclaration liminaire CDEN du 14.03.24

Monsieur le Préfet, Monsieur le vice-président, Monsieur le DASEN,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

L'annonce a été soudaine et très surprenante : suite à des prévisions de croissance revues à la baisse par les institutions internationales, le gouvernement a mis en œuvre de manière très rapide une économie de 10 milliards d'euros sur 2024.

L'UNSA Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation, 904.2 millions d'euros pour l'Enseignement supérieur et la Recherche et 180 millions d'euros pour le sport, la jeunesse et la vie associative. Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un message de coupe budgétaire d'une telle ampleur ?

De plus, le ministre de l'économie annonce des suppressions de postes dans l'éducation, quelques semaines après celle de créations pour permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale...devenu depuis, chef du gouvernement. On s'y perd.

C'est un signal négatif pour l'École, l'Enseignement supérieur et la Recherche alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants.

C'est un signal négatif pour les étudiant.es, qui va décourager celles et ceux qui pourraient se tourner vers les métiers de l'Éducation.

Rien ne va plus dans la Maison Éducation Nationale, le projet conservateur et rétrograde de Gabriel Attal en est la parfaite illustration. Ce projet vient mettre tout le système en tension car rien n'est pensé avec le terrain et les moyens octroyés ne sont pas suffisants ! Les choix budgétaires annoncés le 21 décembre, qui se déclinent par une dotation négative, ne permettront pas la mise en place de ces groupes de niveaux, auxquels nous sommes opposés car, comme le

montrent les études sociologiques et en sciences de l'Éducation, c'est au contraire l'hétérogénéité et la mixité sociale qui sont nécessaires.

La ministre, Mme Belloubet avait évoqué la semaine dernière des évolutions notables, permettant une certaine souplesse dans la mise en place l'an prochain de ces groupes, qu'elle avait qualifiés de groupes de besoin ! Encore une fois, M. Attal contredit sa ministre et réaffirme la mise en place de ces groupes de niveaux ! Encore une fois, on s'y perd et les personnels ne savent plus sur quel pied danser.

Est-ce bien le moment quand on connaît les problématiques de nos métiers : manque de considération, rémunérations insuffisantes, conditions d'exercice dégradées avec des élèves qui restent sur le bord de la route faute de places dans des structures adaptées, des personnels de plus en plus en souffrance comme nous ne cessons de le répéter.

L'UNSA Éducation dénonce également la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire. L'UNSA Éducation questionne la politique de l'immédiat menée par le gouvernement qui regarde l'Éducation par le petit bout de la lorgnette, là où les transitions de notre société nécessitent des choix forts, des investissements lourds et des choix politiques durables.

L'école va mal et la carte scolaire qui s'annonce ne va malheureusement pas la soigner. Oui, notre département perd chaque année des élèves et les prévisions ne sont guère optimistes. Mais il serait opportun de faire remonter toutes les souffrances, que ce soit celles des élèves comme des personnels. Des élèves de plus en plus difficiles, que l'on peine à accompagner faute d'encadrement suffisant en personnels Rased, Psy, CMP.... Pour l'Unsa Education, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'école inclusive et de se donner les moyens de répondre efficacement aux besoins immédiats. L'École inclusive, enjeu majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan, sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'Éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant.

Alors, oui, les taux d'encadrement baissent, mais c'est l'une des conditions qui font tenir nos collègues : moins d'élèves dans une classe permet tout de même un meilleur accompagnement de tous !

Comme vous le savez, l'Unsa Education n'est pas favorable aux classes à 4 ou 5 niveaux, comme c'est envisagé dans certaines écoles par le projet de carte scolaire, situations sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure ! Les moyens dans les territoires ruraux sont essentiels pour accompagner les élèves les plus fragiles et cela passe également par des personnels médico-sociaux, sur tout le territoire

Dans le 1^{er} degré, pour notre département, la dotation négative en emplois de moins 21 postes accentue les difficultés de fonctionnement du service public d'éducation.

Pourquoi nos dirigeants actuels sont-ils dans l'incapacité d'identifier les besoins au regard des résultats des enseignements qui auraient pu être tirés des dernières études PISA ?

Au lieu de penser mixité, vivre ensemble, formation continue, expertise, travail collectif, on choisit de trier, de culpabiliser, d'affaiblir...

L'Unsa Education combattra ces projets délétères pour la réussite de nos élèves et la cohésion sociale, et bougera les lignes autant qu'elle le pourra.

Nous vous remercions pour votre écoute,

Les élu.e.s Unsa Education de la Vienne